

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République, et de Mme Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, à l'issue du sommet franco-britannique à Londres, notamment sur le projet de liaison Trans-Manche et l'avion de combat européen, lundi 18 novembre 1985.

LE PRESIDENT.- Mme le Premier ministre vient d'exposer d'une façon extrêmement claire l'ensemble des questions qui ont été traitées au cours de cette rencontre entre les délégations de la Grande-Bretagne et de la France. Je n'ai rien à ajouter, cette relation était exacte et, je répète, fort précise.

- Nous avons commencé en effet par parler du projet trans-Manche, nous en sommes d'accord. Nous avons été très heureux de voir que les délais prévus avaient été respectés, ce qui prouve une volonté et le souci d'aboutir et nous pensons être en mesure dans le courant du mois de janvier de donner le signal public de l'accord entre nos deux pays.\

Genève, vous savez ce qu'il en est. La parole appartient au Président des Etats-Unis d'Amérique `Ronald Reagan` et au secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique `Mikhaïl Gorbatchev`. Nous connaissons tous les données de base sur lesquelles vont s'appuyer désormais les débats, nous souhaitons qu'un certain nombre de réalités politiques soient respectées et particulièrement que l'accord dit "ABM" de 1972 reste tout de même un des éléments continus de la diplomatie dans le monde. Il s'agit d'une conférence sur le désarmement, personne ne se plaindrait si effectivement le désarmement, prenait corps. Nous serions déjà très heureux de voir que le surarmement ne continuerait pas. Ce serait une inversion de tendance qui serait très souhaitable. En tout cas, ce qui est important c'est que le dialogue ne soit pas coupé et que la relation qui s'établit à Genève puisse durer, avec cela, eh bien le bon sens, le souci de la paix, l'intérêt de nos peuples devraient y jouer un rôle déterminant.\

Pour Luxembourg, je pense pouvoir dire que l'approche de nos deux pays n'est certainement pas antinomique, et souvent complémentaire et peut-être doit être suffisamment harmonieuse pour que nous puissions aboutir à Luxembourg là où l'ensemble des pays de l'Europe des Dix à échoué à Milan. Cela nous ferait entrer dans une série de discussions de détails, très techniques, si nous voulions en parler à cette conférence de presse mais enfin nous sommes à la disposition, bien entendu, des journalistes ici présents. Nous n'avons pas forcément les mêmes objectifs, cela reste à démontrer en tout cas mais nous sommes d'accord pour qu'il y ait progrès, qu'on avance, qu'on améliore les procédures, que les relations entre les différents pouvoirs de la Communauté soient désormais cohérents, que ça tourne mieux, que l'on ne soit pas toujours pris dans un maquis de complications et qu'enfin la décision politique puisse prendre le pas sur les difficultés administratives. Il faut avancer de façon réaliste, éviter les positions maximalistes et je crois que, de ce point de vue, les conversations qui ont eu lieu ont été tout-à-fait positives.

- Quelques autres débats ont été entrepris par des ministres, mais j'avais précédemment fait connaître, et notamment par monsieur le ministre des relations extérieures français `Roland

Dumas`, que nous considérons comme un résultat heureux pour les peuples en cause cet accord anglo-irlandais, je le répète ici. Quant aux autres problèmes qui pourraient vous venir à l'esprit, je crois qu'il vaut mieux attendre que les questions soient posées pour que nous les abordions ici, je ne vais pas faire un tour exhaustif des questions qui intéressent la Grande-Bretagne et la France sur le plan international et l'état complet des relations bilatérales, on n'en finirait pas. C'est à vous, mesdames et messieurs, qui suivez l'actualité de si près de mettre l'accent où cela vous paraît l'exiger, là où l'actualité le commande. Merci.\

QUESTION.- Avez-vous discuté de la décision éventuelle de la Grande-Bretagne de quitter l'Unesco et, monsieur Mitterrand, avez-vous un avis en la matière ?

- M. DUMAS.- Nous avons évoqué très brièvement ce problème de l'Unesco, M. Howe et moi-même. Bien évidemment le secrétaire d'Etat s'est prévalu du débat qui doit avoir lieu aux Communes pour ne pas indiquer de position qui serait définitive, mais j'étais en mesure d'indiquer que la France était pour le maintien de l'Unesco là où elle est, bien sûr, et que tous ses participants puissent continuer leur action, en particulier la Grande-Bretagne.\

QUESTION.- (Charles Wright, Standard) - Y a-t-il eu des discussions sur la proposition de M. Gorbatchev de conversations séparées avec la Grande-Bretagne et la France en matière de limitation des armements, êtes-vous tombés d'accord ?

- LE PRESIDENT.- J'ai eu une conversation à ce sujet, d'autant plus que j'ai eu l'occasion de dire à M. Gorbatchev à Paris, ce que j'en pensais.

- QUESTION.- (La Tribune de Genève) A propos du tunnel sous la Manche, on a eu 200 ans de tergiversations et maintenant beaucoup de gens trouvent qu'on va trop vite, qu'on n'a pas assez étudié l'impact sur les populations, dans le Kent par exemple ou dans le nord de la France. Est-ce qu'on discutera de cela avant de prendre les décisions ?

- LE PRESIDENT.- Vous voulez que ça dure trois cents ans ?

- QUESTION.- Monsieur le Président, souhaitez-vous nous dire pourquoi vous croyez que c'est "Rita" qui l'a emporté et non pas Ptarmigan ?

- LE PRESIDENT.- C'est ce que les Américains ont pensé.\

QUESTION.- (Bernard Valette, Radio-France) Monsieur le Président, pourriez-vous nous dire si à la lumière de certaines récentes affaires vous estimez que l'Angleterre se comporte toujours en allié franc et loyal de la France ?

- LE PRESIDENT.- Je ne vois pas pourquoi je viendrais à Londres pour déverser sur la Grande-Bretagne un certain nombre d'appréciations qui seraient fort désagréables. Ce qui est vrai est que sur un certain nombre de points, il nous arrive et c'est arrivé en la circonstance, d'avoir des opinions tout-à-fait différentes. Moi, je m'efforce toujours de ne pas assortir ces conflits limités à des sujets bien précis et qui n'altèrent pas le climat général, je m'efforce de m'en tenir à des explications directes en évitant les épithètes, les qualificatifs, et les appréciations de ce type. Donc non, je ne suis pas venu dire à la Grande-Bretagne qu'elle était pour moi un allié déloyal, c'est un allié de longue date et qui le reste. Mais aucune alliance n'oblige des participants à être a priori d'accord en toute matière.\

QUESTION.- (John Morrison) La participation française à l'avion de combat européen, votre propre proposition d'un groupe de travail pour étudier les questions d'armement dans le futur ?

- LE PRESIDENT.- Nous n'avons pas parlé directement, le Premier ministre `Margaret Thatcher` et moi-même. Cela a été à l'ordre du jour de la conversation entre les ministres. Mais de toute façon, c'est un sujet qui est tout-à-fait dans notre esprit, donc on peut vous en parler maintenant. Lorsque j'ai écrit à douze partenaires au sujet de cet avion de combat européen, qu'est-ce qui m'animait ? D'abord un examen rapide de ce qui s'était passé et au fond, nous nous sommes rendus compte, du moins c'est ce que je pense, que nous avons passé beaucoup de temps à parler sans savoir que nous ne parlions pas de la même chose, que nous ne parlions pas du même avion. Ce que souhaitaient les quatre pays qui ont fini par s'entendre - Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Espagne - c'était un avion d'un certain type, je résumerai d'une façon un peu grossière en disant "lourd". Ce que souhaitaient les Français, c'était un avion que j'appellerai de la même façon aussi sommaire "léger", c'est-à-dire ne répondant pas aux mêmes missions. C'est une dispute qui risque de se reproduire régulièrement puisque nous n'aurons pas à remplacer les

une dispute qui risque de se reproduire régulièrement puisque nous n'aurons pas à remplacer les avions vieillissants, nous n'aurons pas à les remplacer en même temps, puisqu'ils s'useront à peu près à la même vitesse. Alors nos successeurs auront à examiner de nouveau, un peu plus tard, lorsqu'il s'agira de remplacer un avion léger chez les autres ou lourd en France, exactement le même débat. C'est pourquoi j'ai simplement demandé que l'on veuille bien, comment dirais-je, planifier, que l'on veuille bien examiner, sur trente ans, l'avenir de l'aviation de combat en Europe. Est-ce que l'on ne devrait pas aborder cette question sous l'aspect d'un consortium, c'est-à-dire d'un ensemble de types d'avion, comme cela s'est fait pour l'aviation civile, avec les Airbus par exemple. Est-ce qu'on ne devrait pas essayer de rapprocher les dates dans l'avenir pour arriver au moment où on fabriquera les mêmes avions au même moment. A ce moment-là, il serait stupide de ne pas les faire ensemble. Voilà l'objet de ma visite. J'ai ajouté un élément plus psychologique que commercial ou technique : dès maintenant, la France propose de prendre une part limitée au financement de l'avion des quatre autres pays. En échange, bien entendu, ce financement serait ouvert pour l'avion du type français qui serait en fabrication. Mais, bien entendu, je n'ai pas mélangé les choses, je n'ai pas fait cette proposition pour reprendre la négociation à zéro ou bien en retarder le résultat ou pour en compliquer la négociation. A partir de cette offre de financement mutuel ou croisé, on peut voir quelles seraient les retombées pour les autres. Mais cela devient une discussion subalterne, cela n'est plus la discussion principale. Le choix a été fait par quatre pays d'un côté, par la France de l'autre, il est fait, je n'y reviens pas, préparons simplement le temps qui vient pour parvenir à dominer cette difficulté.\

QUESTION.- (Julian Landon, Daily Mirror) Est-ce que le Premier ministre et le Président souhaiteraient fixer une date pour l'ouverture du tunnel sous la Manche et dire s'ils pensent être là pour assister à cette ouverture ?

- LE PRESIDENT.- Si vous permettez, madame, j'ajouterai que c'est déjà très important que la décision soit prise, une décision qui engage la parole de deux pays comme les nôtres, c'est un acte politique d'une grande importance, les travaux ont déjà commencé sur le -plan des études, ils le commenceront bientôt sur le -plan de la réalisation. Quant à savoir si on sera là pour l'ouverture, êtes-vous sûre de savoir vous-même où vous en serez demain matin dans votre vie personnelle ? Sur le -plan public, c'est encore plus difficile à prévoir.

- QUESTION.- ...

- LE PRESIDENT.- Je le souhaite, je pense que ce serait bon pour mon pays, mais je ne peux l'affirmer.\